

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Toulouse, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle

1027 Avenue Adolphe Turrel
11210 Port-La-Nouvelle

Références : -
Code AIOT : 0006600261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle implanté 1027 Avenue Adolphe Turrel 11210 Port-la-Nouvelle . L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Perte d'utilités" visant à s'assurer que les exploitants ont bien identifié les enjeux associés et mis en place une stratégie efficace pour éviter la situation accidentelle. En effet, le monde industriel est aujourd'hui dépendant de la source d'énergie électrique, indispensable au fonctionnement des entreprises.

La perte de cette utilité peut être à l'origine de pertes d'exploitation importantes, mais aussi de phénomènes dangereux comme l'incendie ou le rejet de substances dangereuses ou polluantes. La gestion de ces situations dégradées ne s'improvise pas et doit être anticipée.

Par ailleurs, Port-La-Nouvelle, où se situe Frangaz, a fait l'objet d'une coupure d'électricité durant l'été 2025, qui faisait suite aux incendies dans l'Aude. Cette coupure a duré environ 16 heures.

Nota : Le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels [BARPI] met à disposition des industriels un flash Aria intitulé "Pertes d'utilité électrique : un circuit court vers l'accident". Ce document présente les éléments d'enseignements issus du retour d'expérience pour permettre aux exploitants de se préparer aux situations de perte d'utilité électrique. Il est disponible à cette adresse : <https://www.aria.developpementdurable.gouv.fr/flash/pertes-dutilite-electrique-un-circuitcourtvers-laccident/>

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle
- 1027 Avenue Adolphe Turrel 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0006600261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement FRANGAZ de Port-La-Nouvelle (11) assure actuellement la réception de GPL vrac par wagons-citernes et camions-citernes, l'expédition de GPL vrac en camions-citernes, ainsi que l'emplissage et la manutention de bouteilles.

Construit initialement en 1965, ce dépôt a exploité jusqu'à 3 sphères aériennes de GPL qui ont été démantelées en 2011 suite à la mise en service, en 2009, de 3 réservoirs sous-talus (RST) en sarcophage.

Le site se trouve sur la commune de Port-La-Nouvelle (PLN), dans le département de l'Aude, dans la zone industrielle nord, sur un terrain d'une superficie de 34 000 m². Le centre est bordé au nord et à l'ouest par des salins, à l'est par le dépôt GPL ANTARGAZ, au sud par des voies ferrées desservant la zone industrielle portuaire du port de Port-la-Nouvelle puis la route CDn 703.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-11-3983 du 19/12/07 a pris acte du changement d'exploitant (devenu FRANGAZ) et des modifications liées aux réservoirs en sarcophage et a réactualisé les prescriptions techniques applicables sur le site. Cet arrêté constitue l'acte administratif de référence.

Cet arrêté a été modifié et complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2010-11-1383 du 20/05/10 relatif à la mise en œuvre des mesures de maîtrise du risque, qui a fait suite à la révision de l'étude des dangers de l'établissement, dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la zone portuaire de Port-la-Nouvelle ;
- l'APC n°2011-017-0014 du 22/04/11 qui modifie les prescriptions de lutte contre un incendie et prend en compte la suppression d'un poste de déchargement wagon ;
- l'APC n° 2018-031 du 10/07/18 qui fixe les éléments attendus suite aux modifications de certaines tuyauteries situées aux postes de dépotage des wagons et dans le cadre de l'instruction de la

version révisée de l'étude de dangers ;

- l'APC n° 2019-025 du 20/06/19 qui a fait suite à l'instruction de la révision de l'étude des dangers ;
- l'APC n° 2020-027 du 13/07/2021 qui modifie les conditions de stockage des bouteilles.

L'antériorité par rapport à la suppression de la rubrique n° 1412, remplacée par la rubrique 4718, a fait l'objet d'une déclaration de FRANGAZ par courrier du 23/02/15.

L'antériorité par rapport à la modification de la rubrique n° 4718 par le décret n°2017-1595 a fait l'objet d'une déclaration de FRANGAZ par courrier du 03/04/18.

Le classement du dépôt est le suivant :

- rubrique n° 4718-1a : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) : Stockage en récipients à pression transportables en quantité supérieure ou égale à 35 tonnes
- rubrique n° 4718-2a : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) : stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs en quantité supérieure ou égale à 50 tonnes
- rubrique n° 1414 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : régime de l'autorisation : Installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs et de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammable soumis à autorisation.

Ce dépôt est classé SEVESO haut au sens de l'article R. 511-10 la quantité de GPL étant supérieure à 200 t.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	associées (1)		
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, la gestion de la perte d'utilités est jugée satisfaisante : l'exploitant maîtrise le sujet, appuyé par le retour d'expérience des incendies récents, et les dispositions opérationnelles sont connues et appliquées. Néanmoins, des axes d'amélioration subsistent, notamment la formalisation de procédures de gestion de la perte d'utilités, la formalisation des rondes en situation dégradée, et la clarification de la liste des équipements réellement secourus par les onduleurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des

barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Utilités :

L'exploitant a présenté le détail de l'alimentation en électricité du site, dont le contenu est placé en annexe confidentielle en regard de la sensibilité de ces informations.

L'exploitant a également transmis à l'inspection un plan de localisation relatant les différentes utilités.

En cas de perte électrique, le site étant à sécurité positive, l'ensemble du site se met en sécurité avec passage sur onduleurs (2). Des rondes de surveillances sont organisées dans le cas où la perte d'électricité dépasse la durée d'autonomie des onduleurs. Ce point sera détaillé dans les points de contrôles suivants.

Moyens de détection :

L'exploitant collabore avec une société extérieure qui reçoit l'ensemble des informations provenant des moyens de détection et de la télésurveillance. En cas d'alarme - notamment une coupure électrique, considérée comme une alarme technique - celle-ci est immédiatement transmise à la société extérieure, qui prévient sans délai l'astreinte FRANGAZ.

Le site a d'ailleurs subi une coupure d'électricité le 07/07/2025. Lors de l'inspection, l'historique des alarmes de cette journée a pu être vérifié : la coupure a été enregistrée à 17h37 sous l'intitulé « Coupure électricité », et l'appel à l'astreinte a été effectué à 17h45.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté la consigne « CS 08 PLN V6 » relative à l'astreinte et la télésurveillance, qui sera détaillée dans les points de contrôle suivants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

<p>En cas de coupure électrique, l'ensemble du site se met en sécurité (cf point 1) avec arrêt de la production. L'exploitant indique qu'une perte d'électricité est sans conséquence sur les installations, compte tenu de la mise en sécurité immédiate du site et du passage sur onduleurs. Le personnel sur site communique vers l'extérieur uniquement via GSM (chef de centre et astreinte), et en interne via une radio ATEX d'une autonomie de 8 heures. L'exploitant indique que les ordinateurs, et téléphones fixes utilisés dans cette situation sont secourus par onduleur. Le détail de la stratégie évoquée en cas de perte d'utilités sera détaillée dans les points suivants. L'exploitant ne dispose pas de point d'entrée particulier auprès de son fournisseur d'énergie, il consulte le site du fournisseur pour connaître les prévisions de rétablissement de l'électricité. L'inspection indique à l'exploitant qu'un contact direct avec le fournisseur (par numéro de téléphone, par exemple) serait plus opérationnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de deux onduleurs qui prennent automatiquement le relais en cas de coupure d'électricité : l'un, d'une puissance de 6 kVA, situé dans les bureaux et destiné à secourir les équipements bureautiques ; l'autre, d'une puissance de 15 kVA, installé dans le local électrique et assurant le secours de l'ensemble du site, notamment de l'automate.</p> <p>Les équipements pour lesquels la continuité d'alimentation électrique est nécessaire sont notamment ceux qui font partie intégrante d'une MMR ou MMRI (détection gaz/flammes, etc..). Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une liste exhaustive et précise de ces équipements devant être secourus, ni d'indiquer lequel des deux onduleurs assure leur secours. Une fois les onduleurs hors service, tous les équipements se trouvent à l'arrêt. Des rondes avec détecteurs de gaz portables sont alors mises en place pour assurer les fonctions de sécurité normalement assurées par ces équipements. Ces rondes cessent dès le rétablissement de l'alimentation électrique. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu présenter de procédure formalisée décrivant ces rondes (points de contrôle, fréquence, etc.).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas de procédure pour la gestion de la perte d'utilité, que ce soit à la reprise par les onduleurs ou après la perte des onduleurs, ni de procédure de redémarrage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Stratégie générale :

L'exploitant formalisera la stratégie générale retenue en cas de perte d'alimentation électrique en intégrant les différentes phases :

- Stratégie en cas de perte d'alimentation avec reprise par les onduleurs et en cas de perte d'autonomie des onduleurs ; en particulier les actions à mener sur les GMPI et la gestion des rondes (modalités d'intervention : temps d'arrivée de l'astreinte sur site, fréquence des rondes, points de contrôle, formation des agents, etc.)
- Procédure de redémarrage du site

Liste des équipements secourus :

L'exploitant établira et précisera la liste des équipements secourus par chacun des deux onduleurs, puis transmettra ce document à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise

<p>en service des équipements.</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »
<p>Constats :</p> <p>Cf points de contrôles précédents pour les conséquences de la perte d'utilités. Ce scénario ne faisant pas partie des scénarios majorants, il n'est pas mentionné dans le POI de l'exploitant et n'est donc pas testé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les demandes faites à l'exploitant en rapport avec la prescription susvisée sont formulées au point de contrôle n°3. L'exploitant doit également confirmer que le POI prévoit l'intervention sur le mode manuel de la DCI (défense contre l'incendie), en cas de perte d'électricité et que cette modalité est testée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p>

<p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>

<p>Constats :</p> <p>Cf. point de contrôle n°3 :</p> <p>En cas de perte de l'onduleur (autonomie de 2 heures) les fonctions de sécurités instrumentés ne sont plus assurées. L'inspection observe que l'autonomie des dispositifs de secours du site, pourraient ne pas être suffisantes pour faire face à des événements similaires à ceux survenus ces dernières années, sur des sites industriels en France et mettant en évidence une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité et le défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte (cf partie contexte du présent rapport).</p> <p>L'exploitant prévoit dans ce cas d'assurer la sécurité du dépôt par le personnel qui doit effectuer des rondes régulières avec port d'un explosimètre jusqu'au retour à la normale. L'exploitant indique que le report des manomètres se situe sur les réservoirs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant examinera la possibilité de prolonger la durée du secours électrique (via une étude technico-économique, par exemple) en retenant un objectif d'une durée d'autonomie de 48 heures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à</p>

<p>l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf points de contrôle précédents : le site dispose de 2 onduleurs pour assurer la gestion des moyens de sécurité, ainsi que des batteries dédiées à l'autonomie du démarrage des GMPI. Le site assure une autonomie de 2h.</p> <p>La liste des équipements devant être maintenus sous tension en cas de coupure électrique a été définie, mais l'exploitant ne l'a pas formalisée. Cette demande a été faite au point n°3.</p> <p>L'exploitant a présenté le manuel d'utilisation de ses onduleurs, qui précise que la température de fonctionnement optimal de ces derniers se situe entre 0 et 35°C. L'exploitant s'assurera que le système de climatisation des locaux où se trouvent les onduleurs est secouru (bureaux pour onduleur 6kva et local électrique pour onduleur 15 kva), de façon à garantir la température de fonctionnement optimale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf points de contrôle précédents précisant la stratégie retenue en cas de perte d'électricité, notamment la mise en sécurité immédiate et automatique du site (sécurité positive).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant précise que l'ensemble des opérations de maintenance, qu'elles soient préventives ou correctives, fait l'objet d'un enregistrement et d'un suivi au sein de son logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Transformateur :

L'exploitant a présenté un rapport d'entretien du poste de transformation en date du 27/09/2024. Ce rapport conclut à la conformité du transformateur, les observations relevées étant de criticité moyenne. Une seule non-conformité y est mentionnée, relative au remplacement à prévoir de gants isolants.

Il est indiqué que l'inspection du transformateur est réalisée selon une périodicité annuelle, conformément aux données renseignées dans la GMAO.

En complément, l'exploitant a présenté le dossier technique (n°2190/2025, révision 0 du 15/04/2025) relatif à l'analyse d'huile du transformateur HTA/BT. Cette analyse met en évidence des remarques concernant l'huile, en lien avec un défaut thermique. Le rapport préconise et conclut sur la nécessité de la mise en place d'une simple surveillance (page 12) et recommande les actions suivantes :

- augmentation de la fréquence des contrôles,
- amélioration du dispositif de refroidissement.

Le rapport recommande par ailleurs la réalisation de la prochaine inspection au 10/09/2025. Toutefois, l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier si cette visite a effectivement été réalisée. Il est précisé que l'analyse d'huile est réalisée deux fois par an, avec un minimum d'une analyse annuelle (recommandation assureur).

Onduleurs :

L'exploitant a présenté un rapport de maintenance préventive réalisé le 20/06/2025 par une société extérieure concernant un onduleur d'une puissance de 15 kVA. Ce rapport conclut à un bon état général de l'équipement et mentionne les échéances de remplacement des différentes pièces détachées.

<p>L'exploitant indique que cette société extérieure est en charge de la maintenance des onduleurs ainsi que du remplacement des pièces associées.</p> <p>L'inspection constate toutefois que l'autonomie de l'onduleur n'est pas précisée dans le rapport de maintenance</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à ce que l'exploitant justifie la bonne réalisation de l'analyse d'huile du transformateur pour l'année 2026.</p> <p>Concernant les rapports de vérification des onduleurs, l'exploitant devra s'assurer que la durée d'autonomie de ces équipements y soit systématiquement renseignée lors des prochaines interventions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Plan d'action (6)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités.</p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié de nécessité de mise en conformité des installations.</p> <p>Les différentes demandes/observations formulées au cours de l'inspection devront toutefois être prises en compte pour améliorer la gestion d'une perte d'utilités.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>